

Zoom sur ...

... le rapport Perspectives économiques en Afrique 2020 de la Banque Africaine de Développement : « Former la main-d'œuvre africaine de demain »

Dans son rapport « Perspectives économiques en Afrique 2020 », la Banque Africaine de Développement estime la croissance économique du continent à 3,4 % pour 2019, soit à peu près la même qu'en 2018. Bien que stable, **ce taux est plus faible qu'anticipé (4%), en raison de l'expansion modérée des cinq grands pays du continent** (l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, le Nigeria et l'Afrique du Sud). Les pays exportateurs de pétrole restent à la traîne par rapport aux importateurs nets de pétrole, bien que l'écart de croissance ait commencé à se réduire (0,3 point de pourcentage en 2019 contre 1,5 point de pourcentage en 2016). **La croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,9% en 2020 et 4,1% en 2021.** Cette modeste reprise serait soutenue en particulier par un rebond des exportations, en lien avec l'impact attendu de la Zone continentale africaine de libre-échange (Zlec), des investissements soutenus dans les infrastructures publiques, une forte consommation privée ainsi que des améliorations de la qualité du capital humain, de la production d'hydrocarbures et des prix des matières premières.

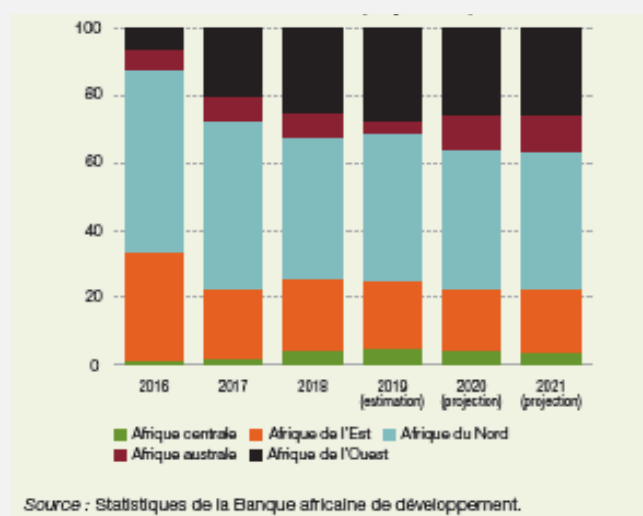
❖ La croissance de l'Afrique a-t-elle été inclusive ?

Au cours des périodes 2000–2005 et 2010–2016, alors que la consommation moyenne par habitant sur le continent a augmenté de 3,3% par an, celle des pauvres s'est située à 3%. Le rapport souligne en outre que **la croissance n'a été inclusive que dans 18 des 48 pays africains** disposant de données. Dans ces pays, le taux moyen de croissance de la consommation des pauvres a atteint 3,6% par an contre 1,5% en moyenne, entraînant une réduction de la pauvreté (0,7% par an) et des inégalités (0,5% par an). Le Burkina Faso, le Mali et la Mauritanie feraient partie des 7 pays africains où la croissance est demeurée inclusive entre 2000 et 2016 tandis que la Côte d'Ivoire et le Togo feraient partie des 3 pays ayant amélioré l'inclusivité de leur croissance au cours de la période 2010 - 2016.

❖ La contribution de l'Afrique de l'Ouest à la croissance du PIB de l'Afrique augmente

La croissance économique en Afrique de l'Ouest s'est accélérée, passant de 3,4 % en 2018 à 3,7 % en 2019. Parmi les pays les plus performants figurent la Côte

d'Ivoire (7,4 % les deux années), dont le dynamisme de l'économie est stimulé par des investissements publics soutenus. **La contribution de la région Afrique de l'Ouest à la croissance du continent a augmenté au cours des dernières années, passant de moins de 7 % en 2016 à plus de 28 % en 2019**, grâce principalement au redressement de l'économie nigérienne.

Contribution de chaque région à la croissance de l'Afrique**❖ L'Afrique est confrontée à des défis considérables en matière d'éducation et de compétences**

En 2018, la durée moyenne de scolarisation sur le continent africain était de cinq ans pour les femmes et de six ans pour les hommes, soit la plus faible dans le monde. Le taux d'abandon y est également le plus élevé : **plus d'un tiers des élèves en Afrique ont quitté l'école entre 2010 et 2017, contre 11% en Amérique latine et 8% en Asie.** L'Afrique est, en moyenne, la région la moins efficace dans l'utilisation des dépenses consacrées à l'éducation, avec des scores moyens d'efficacité de 58% pour l'enseignement primaire et de 41% pour le secondaire. En d'autres termes, les pays africains pourraient améliorer l'efficacité de leurs dépenses dans l'enseignement primaire et secondaire, sans augmenter les montants alloués. Le rapport montre également qu'il y a une forte complémentarité entre les dépenses publiques en éducation et celles en infrastructures, car les gains d'un investissement dans ces deux secteurs dépassent largement ceux d'un investissement dans un seul d'entre eux.

Pays	Croissance du PIB réel (%), selon « Perspectives économiques en Afrique 2020 » de la BAD			Révision par rapport aux prévisions de l'édition 2019	
	2019 (estimation)	2020 (prévision)	2021 (prévision)	2019 (pp)	2020 (pp)
Bénin	6,7	6,7	6,6	+0,4	-0,1
Burkina Faso	6	6	6,1	-	+0,1
Cap-Vert	5	5	5	+0,9	+0,2
Côte d'Ivoire	7,4	7,1	7,1	+0,4	+0,2
Gambie	5,4	5,1	5,0	-	-0,1
Ghana	7,1	6,0	4,8	+0,2	+0,6
Guinée	6,2	6,0	6,0	+0,2	-
Guinée-Bissau	5,0	5,0	5,1	-0,1	-
Libéria	0,4	1,6	1,3	-4,3	-3,2
Mali	5	4,9	4,9	+0,3	+0,2
Mauritanie	6,7	5,7	5,9	+0,7	-1,9
Niger	6,4	6,0	5,5%	+1,1	+0,3
Nigéria	2,3	2,9	3,3	-	+0,5
Sénégal	6,0	6,3	6,8	-0,8	-0,6
Sierra Leone	5,0	4,9	5,1	-0,6	-0,9
Togo	5,1	5,3	5,5	+0,1	-
Afrique	3,4	3,9	4,1	-0,6	-0,2

ACTUALITE REGIONALE

33^{ème} sommet de l'Union africaine les 9 et 10 février à Addis-Abeba

Les chefs d'État du continent se réuniront les 9 et 10 février à Addis-Abeba (Ethiopie), au siège de l'Union africaine (UA), [à l'occasion du 33^{ème} sommet de l'organisation continentale](#). En amont, les ministres des Affaires étrangères des 55 Etats membres se sont réunis les 6 et 7 février dans le cadre de la 36^{ème} session ordinaire du conseil exécutif. Le conseil exécutif est chargé de préparer les documents et rédiger les déclarations qui seront examinés par l'Assemblée des Chefs d'Etat et de gouvernement lors du sommet. Placées sous le thème « Faire taire les armes : créer des conditions propices au développement en Afrique », les discussions devraient largement porter sur les sujets sécuritaires (crise libyenne, Sahel et Soudan du Sud), mais aussi sur la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale (Zlec). A l'issue de ces rencontres, le président sud-africain Cyril Ramaphosa succédera au président égyptien Fattah Abdel al Sissi à la tête de l'UA.

L'AFD et le CREPMF s'engagent pour un marché financier ouest-africain plus compétitif

[L'Agence française de développement \(AFD\) et le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers \(CREPMF\)](#) de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) ont signé, le 6 février 2020, un accord de partenariat en vue de la mise en œuvre du Projet d'accélération du développement durable du marché financier régional (PACDEM). Ce projet a pour objectif de consolider la surveillance, la protection et l'éducation financière dans les pays de l'UMOA. L'AFD contribuera en subvention à hauteur de 1,3 Md FCFA (2 M EUR) au financement de cette initiative conjointe qui s'inscrit dans le cadre des nouvelles priorités de développement du marché financier régional de l'UMOA pour la période 2020-2024. Mis en exécution par le CREPMF, le PACDEM s'articule autour des trois composantes essentielles (i) l'appui au renforcement de la surveillance du marché, (ii) l'appui au renforcement de la protection et l'éducation financière des investisseurs et (iii) la coordination et la gestion du projet.

Lancement d'un projet régional de chaîne de valeur de la noix de cajou du ministère américain de l'Agriculture (38 M USD)

[Le projet Food For Progress vise à renforcer la chaîne de valeur régionale de la noix de cajou sur six ans en Gambie, au Sénégal et en Guinée-Bissau](#), en améliorant notamment la commercialisation des noix de cajou transformées sur les marchés locaux et internationaux.. Les représentants des gouvernements des pays concernés par ce projet ont souligné son importance, alors que seuls 5 à 6% des productions de noix de cajou sont transformés dans la région. Pour rappel, l'anacarde est le premier produit d'exportation de la Guinée-Bissau, 3^{ème} producteur africain avec près de 160 K tonnes produites en 2017, tandis que la Gambie (3 K tonnes) et le Sénégal (9 K tonnes) sont des producteurs plus marginaux. Dans la région, la Côte d'Ivoire (plus de 700 K tonnes) est le premier producteur africain.

Bond des levées de fonds des jeunes pousses africaines selon Partech

Le fonds français de capital-investissement Partech a publié [son rapport annuel sur le financement en fonds propres des jeunes pousses africaines](#). En 2019, 234 start-ups africaines ont levé plus de 2 Mds USD en fonds propres, soit une croissance de 74% sur un an. Le rapport Partech Africa indique également que les levées de fonds sont réalisées de manière croissante au premier tour d'investissement, indiquant une confiance des investisseurs dans leurs opérations. L'étude révèle également que 85% du financement total (1,7 Md USD) est dirigé vers 4 pays : le Nigéria, le Kenya, l'Égypte et l'Afrique du Sud. En ce qui concerne l'Afrique francophone, le Sénégal confirme sa position de hub dominant avec 16 M USD levés via 6 transactions. Pour ce qui est de la répartition sectorielle, les investissements sont principalement concentrés dans le secteur de la fintech (55 %), suivi des services aux consommateurs (29%) et des solutions pour les entreprises (16%).

BENIN

Adoption d'un nouveau code de l'électricité par le parlement béninois

[Le parlement béninois a adopté le 4 février 2020 un nouveau code](#) venant étoffer la loi n°2006-16 du 26 mars 2007, relative aux activités du secteur de l'électricité. Parmi les innovations apportées par ce code, on retiendra l'ouverture du secteur aux investisseurs, qui pourront donc mener ces activités au même titre que la Société béninoise d'énergie électrique. Plus précisément, les opérateurs économiques privés pourront désormais s'investir dans la production, le transport, la distribution et la commercialisation de l'énergie électrique.

BURKINA FASO

Adoption du calendrier électoral 2020

Deux décrets relatifs à la fixation des dates des élections présidentielles et législatives de 2020 au Burkina Faso ont été adoptés en [Conseil des ministres le 5 février 2020](#). Ces élections seront couplées, comme en 2015, et seront organisées le 22 novembre 2020. Concernant les élections législatives, la liste nationale est composée de 16 députés et celle des provinces de 111 députés, soit un total de 127 députés au niveau de l'Assemblée nationale. Les deux décrets chargent par ailleurs, la Commission nationale électorale indépendante (CENI) d'élaborer la liste électorale qui sera valable pour la présidentielle, les législatives, ainsi que pour les élections municipales prévues pour 2021.

Réalisation à plus de 97% des objectifs de la DGI en 2019

Au 31 décembre 2019, [la Direction Générale des Impôts \(DGI\) du Burkina Faso avait mobilisé près de 844 Mds FCFA](#). Ce résultat est présenté comme une performance par les autorités nationales. Il correspond en effet à 97,2% de l'objectif annuel de recouvrement de la DGI et à une hausse de 16,75% (121 Mds FCFA) par rapport en 2018. A noter également que trois impôts représentent près de 75% du recouvrement de la DGI : l'impôt sur les sociétés (IS), qui passe à la première place devant la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), et l'impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS). La modernisation des procédures fiscales (télé déclaration et télépaiement) explique en partie ces résultats, avec notamment l'enregistrement de 460 adhésions de

grandes entreprises sur la plateforme Esintax, par ailleurs la performance de l'IS est liée à l'augmentation du chiffre d'affaires des entreprises du secteur minier, sous l'effet de la hausse du cours de l'or.

Création de la première société d'égrenage du coton biologique SECOBIO

En marge du salon international du coton SICOT 2020 les 30 et 31 janvier 2020, [le Président du Burkina Faso, Roch Kaboré, a inauguré la première société d'égrenage du coton biologique \(SECOBIO\)](#) d'un coût total d'investissement de 3,9 Mds FCFA (5,9 M EUR). D'une capacité d'égrenage de 17 500 tonnes de coton graine par saison, SECOBIO a pour actionnaire majoritaire (51%) l'Union nationale des producteurs du coton du Burkina (UNCPB) au côté de la société cotonnière SOFITEX (49%). Cette dernière a été accompagnée par l'ONG Catholic relief services (CRS) dans le cadre du projet RECOLTE (Revenue through cotton livelihoods, trade and equity) qui vise le développement de la chaîne de valeur du coton biologique et regroupe 10 000 petits producteurs de coton Bio. Le SICOT 2020 a rassemblé 2 350 participants venus d'une trentaine de pays qui ont notamment formulé des recommandations concernant un prix préférentiel de l'énergie pour les industries du textile et l'accroissement de la production de coton biologique. Il a également été l'occasion de procéder au lancement de la Confédération coton-textile-habillement dont le Président est Abdoulaye Nabolé, actuel Directeur général de la Filature Filsah.

Hausse de 5% à 7% de la taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises de télécoms

La [Loi de finances initiale \(LFI\) 2020](#) a porté la taxe sur le chiffre d'affaires (annuel hors taxes) des entreprises de télécom au Burkina Faso, créée en 2014, de 5% à 7%. Par ailleurs, elle étend le périmètre de cette taxe aux entreprises effectuant le transfert d'argent par téléphonie mobile. Selon l'évaluation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), les trois opérateurs de téléphonie mobile présents au Burkina Faso, Onatel, Orange Burkina Faso et Telecel Faso, affichaient en 2018 un chiffre d'affaires global de 325 Mds FCFA et se partageaient un parc de 19,5 M d'abonnés. Si la tendance du secteur se maintient, la taxe pourrait permettre aux autorités de mobiliser près de 23 Mds FCFA en 2020. L'opérateur Orange Burkina Faso (45% d'abonnés), qui a déjà annoncé une répercussion de l'augmentation de ses coûts par une hausse l'ordre de 2,04 % de ses tarifs, a été conquis par la ligue des consommateurs du Burkina Faso et a provoqué le mécontentement du Gouvernement.

CAP-VERT

Creusement du déficit commercial en 2019

Selon [l'Institut national de la statistique du Cap-Vert \(INE\)](#), les importations capverdiennes ont augmenté de 2,7% en 2019 tandis que les exportations ont baissé de 14%, à 6,1 Mds CVE, et les réexportations ont cru de 18,4%. Le déficit commercial du pays s'est creusé de 4,4% sur l'année pour s'établir à 72 Mds CVE, soit environ 34% du PIB, et le taux de couverture a diminué de 16,3%, soit une baisse de 1,5 pp. L'Espagne demeure le principal client du Cap-Vert, absorbant 77,5% de ses exportations en 2019, devant le Portugal avec 18%. Les préparations et conserves de poissons sont les premiers produits exportés (60,7%), devant les poissons, crustacés et mollusques (16,2%) et les vêtements (10,6%). Le Portugal est toujours le premier fournisseur du Cap-Vert, avec 42% du total des importations, suivi des Pays-Bas (12,5%) et de l'Espagne, qui représente 10,5% des importations totales du pays, une part en baisse de 3,4 pp. La France affiche une part de marché de 2,2%.

COTE D'IVOIRE

Le prix bord champ de la noix de cajou fixé à 400 FCFA/kg pour la campagne 2020

Alors que la campagne 2020 de commercialisation de l'anacarde a officiellement ouvert le 6 février 2020, le Gouvernement ivoirien a annoncé la veille que [le prix d'achat de la noix de cajou serait fixé à 400 FCFA/kg pour la campagne 2020](#), contre 375 FCFA/kg lors de la campagne précédente. Avec une production nationale attendue à 800 000 tonnes cette année (sur 3 Mt à l'échelle mondiale), la Côte d'Ivoire pourrait rester le premier producteur mondial de noix de cajou, au coude à coude avec le Vietnam. Pour rappel, l'anacarde

représentait près de 10% des exportations de la Côte d'Ivoire en 2018 (1,2 Md USD). Seuls 16% de la production sont transformés sur place.

Création d'un pôle pénal économique et financier au Tribunal d'Abidjan

[Le Conseil des ministres de Côte d'Ivoire a adopté un décret portant création, attribution, organisation et fonctionnement du pôle économique et financier au sein du Tribunal de Première Instance d'Abidjan.](#) Le Pôle Pénal Economique et Financier est une instance judiciaire spécialisée, dédiée aux enquêtes, aux poursuites et aux instructions des infractions économiques et financières d'une gravité ou d'une complexité particulière en raison notamment du caractère transnational de celles-ci, de l'importance des flux financiers et des conséquences qui en découlent. Une première expérimentation avait été mise en place depuis 2017 et ses résultats ont été jugés concluants par le Gouvernement.

Extension de la taxe mobile money aux opérations bancaires

[L'annexe fiscale à la loi de Finances pour l'année 2020](#) a étendu les taxes spécifiques au *mobile money* en Côte d'Ivoire (7,2 %) à toutes les structures réalisant des opérations de transfert d'argent par téléphonie mobile. Cette taxe avait été instituée en 2019 et s'appliquait aux seules entreprises de télécommunications. Pour une question de principe d'équité fiscale, les banques et autres établissements financiers émetteurs de monnaie électronique devront désormais s'acquitter de cette taxe.

Développement des exportations d'électricité de la Côte d'Ivoire vers le Sierra Leone et la Guinée

Au cours d'une réunion des ministres de l'Énergie de la CEDEAO à Abidjan, le Ministre ivoirien du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables a dressé un bilan de l'année 2019 en matière de production électrique. Il a notamment annoncé que la capacité de production de la Côte d'Ivoire avait atteint 2 229 MW et que son pays exportait 11% de sa production. [Deux pays supplémentaires vont importer de l'énergie ivoirienne](#) : il s'agit de la Sierra Leone et de la Guinée. L'un des enjeux de la politique exportatrice ivoirienne en matière énergétique est la liquidité des pays voisins ; l'un des mécanismes envisagés est la mise en place d'un fonds de revolving.

Financement de la KfW pour relier les réseaux électriques ivoiriens et ghanéens

[Le Conseil des ministres de Côte d'Ivoire a adopté un décret portant ratification du contrat de prêt de 19,6 Mds FCFA](#) (30 MEUR) afin de financer le projet de renforcement de l'interconnexion Côte d'Ivoire – Ghana. Ce projet, qui vise à faciliter les échanges et le commerce de l'énergie dans la sous-région, fait partie des 75 projets régionaux prioritaires de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le projet comprend la réalisation d'une ligne de 400 kV sur 50 kilomètres et la construction d'un poste équipé de deux transformateurs qui permettront d'injecter à la production d'énergie électrique nationale, les productions des centrales de CIPREL V et d'Azito IV.

GUINEE

Réforme, modernisation et extension de l'aéroport international de Conakry Gbessia

[Le Ministre d'État, Ministre des Transports a signé, le 3 février 2020, les actes constitutifs de la nouvelle entité gestionnaire de l'aéroport de Conakry](#), la Société de Gestion et d'Exploitation de l'Aéroport de Gbessia (SOGEAG) qui se substitue à la Société de Gestion et d'Exploitation de l'Aéroport de Conakry (SOGEAC). La nouvelle gestionnaire de la plate-forme aéroportuaire de Conakry est une entité mixte constituée de l'État guinéen (34%), de l'Aéroport de Paris (33%) et Africa50, filiale du groupe de la Banque Africaine de Développement (33%). La SOGEAG s'active déjà, à réaliser les besoins d'extension et de modernisation des infrastructures de la plate-forme aéroportuaire de la capitale avec la construction, dans les semaines à venir, d'un nouveau terminal moderne avec une capacité d'accueil de plus de 1 500 000 passagers par an, soit le triple de l'actuel. Une convention a été signée à cet effet par le Ministre de l'Economie et des Finances et la nouvelle entité. Le financement de ce projet dont le coût est de 120 millions d'euro a été entièrement levé.

LIBERIA

Maintien de la stabilité du secteur bancaire libérien

[La Banque Centrale du Libéria a récemment publié son rapport annuel au titre de l'année 2019](#). Au cours de l'année sous revue, le nombre de banques installées au Libéria est demeuré à 9. Les principaux indicateurs agrégés du bilan de l'ensemble du secteur bancaire ont certes progressé, mais cela est en partie le reflet de la dépréciation du dollar libérien (qui est la monnaie de présentation) étant donné la prédominance du dollar américain dans le bilan des banques commerciales. Ainsi, à fin octobre 2019, le total de l'actif, le capital, les dépôts et les prêts ont progressé respectivement de 37,7%, de 26,3%, de 27,0% et de 3,1% en glissement annuel. En outre, le ratio de créances en souffrance s'est élevé à 16,2% à fin octobre 2019, nettement au-dessus de la limite réglementaire de 10% et en hausse de 2,4 points de pourcentage par rapport à fin octobre 2018. Le bon niveau de capitalisation des banques permet toutefois de maintenir la stabilité du système bancaire libérien avec un ratio d'adéquation du capital à 25,6% à fin octobre 2019 (pour une exigence réglementaire minimale de 10,0%). Par ailleurs, la baisse du ratio crédit au secteur privé sur PIB en 2019 (14% contre 15,1% en 2018) est révélatrice de la faible contribution du secteur financier à l'activité économique au cours de l'année considérée.

Un programme d'assistance technique de l'USAID au bénéfice de la Banque centrale du Libéria

Le secteur bancaire libérien a fait face à un manque important de liquidités en dollars libériens pour répondre à la demande croissante des usagers, en particulier au cours du deuxième semestre de l'année 2019. Pour palier résolument à cette contrainte qui persiste en 2020, la Banque Centrale du Libéria (BCL) a décidé l'impression de nouveaux billets de dollar libérien. [Elle se fera accompagnée dans ce processus par l'Agence des États-Unis pour le développement international \(USAID\), à travers un programme d'assistance technique](#). L'USAID sollicitera en particulier dans ce cadre l'expertise du cabinet Kroll Associates pour aider la BCL à entreprendre un processus d'approvisionnement ouvert, compétitif et surtout sécurisé pour l'impression des nouveaux billets de banque. Pour rappel, le cabinet Kroll a produit en février 2019, sur requête du Gouvernement libérien, [un rapport d'investigation sur les irrégularités de procédures relatives à l'achat de nouveaux billets de banque par la BCL](#).

Nomination d'une nouvelle ministre de l'Agriculture

Plus de six mois après le départ de Mogana Floma, Jeanine Milly Cooper a été nommée [Ministre de l'Agriculture](#) par le Président George M. Weah le 16 janvier dernier. Avant ce poste ministériel, Jeanine Cooper était directrice associée de Fabrar Liberia Inc, une entreprise de transformation du riz du Libéria qu'elle a fondée en 2009. Elle a également travaillé pendant 13 ans pour les Nations unies en tant qu'Ambassadeur et Représentante permanente auprès de l'Union africaine. Pour rappel, l'agriculture représente plus de 37% de la valeur ajoutée du Libéria. Les principales cultures sont le caoutchouc naturel, le riz, le manioc, les bananes et l'huile de palme. Depuis plusieurs mois, le pays subit le retrait de plusieurs grands groupes exploitant le caoutchouc et l'huile de palme. Le mois dernier, le groupe malaisien Sime Darby Plantation s'est par exemple complètement retiré du pays en vendant sa concession d'huile de palme à une société locale

MALI

Lancement du Programme de développement et d'adaptation au changement climatique dans le Bassin du fleuve Niger

[La Banque africaine de développement \(BAfD\), le Gouvernement du Mali et l'Autorité du Bassin du fleuve Niger \(ABN\)](#) ont lancé, le 4 février 2020 à Bamako, le Programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le Bassin du fleuve Niger (PIDACC). D'un coût total de 122 Mds FCFA (186,5 M EUR) dont 13,8 Mds FCFA (21,1 M EUR) au Mali, ce programme a pour vocation d'améliorer la résilience des écosystèmes du fleuve Niger et des populations par une gestion durable des ressources naturelles en faveur de 130 millions de personnes dans 9 pays : 140 000 hectares de terres dégradées seront récupérés et

209 infrastructures hydrauliques pour des activités agro-pastorales et piscicoles seront construites. Le programme bénéficie de l'appui d'autres bailleurs comme l'Union européenne à travers le PAGODA, le Fonds vert pour le climat, le Fonds stratégique pour le climat, le Fonds mondial pour l'environnement, le Fonds d'investissement forestier, et la Coopération allemande KfW.

MAURITANIE

L'opérateur Mattel, filiale de Tunisie Telecom, endetté à hauteur de 19,6 M EUR

[Tunisie Telecom \(TT\), la maison mère du groupe télécom mauritanien Mattel](#), est dans l'obligation d'apurer une dette de 800 M MRU (19,6 M EUR), bien qu'il réalise un chiffre d'affaires de près de 2 Mds MRU (49,2 M EUR). TT avait déjà accordé un prêt de 500 M MRU (12,6 MEUR) à sa filiale pour le renouvellement de la licence 2G. Après la tentative avortée de rachat par Orange qui avait proposé 100 M EUR aux actionnaires de Mattel, la presse mauritanienne considère que les manœuvres financières de TT ont pour objet de diluer les parts non tunisiennes de la société.

La Mauritanie obtient 2 Mds USD (1,8 Md EUR) des Emirats Arabes Unis

Le prince Mohammed Ben Zayed a annoncé, le 2 février, au cours de la visite à Abou Dhabi du Président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, [l'intention du pays du Golfe d'investir 2 Mds USD](#) (1,8 Md EUR) en Mauritanie. Ce montant représente 40% du PIB mauritanien et constitue un véritable enjeu au moment où le président Ghazouani annonce le lancement d'une politique de grands travaux pour 4,1 Mds MRU (102,4 M EUR).

Le président Ghazouani lance un « programme prioritaire » pour 102,4 M EUR

[Le Président Mauritanien a lancé à Nouakchott son « programme prioritaire »](#) qui doit matérialiser ses engagements de campagne et répondre aux besoins urgents des citoyens. Le programme qui va coûter à l'Etat 4,1 Mds MRU (102,4 MEUR) prévoit 4 grands axes : i) le renforcement de la couverture sanitaire et du revenu direct des familles pour 1,2 Md MRU (29,5 M EUR) ; ii) les infrastructures de base pour l'éducation nationale en 2020 pour 1,4 Md MRU (34,4 M EUR) ; iii) l'amélioration de l'infrastructure, de l'environnement et de l'espace de vie des citoyens pour 1,3 Md MRU (31,9 M EUR) ; iv) les financements préférentiels et des activités génératrices de revenus pour 270 M MRU (6,6 MEUR).

NIGER

Reprofilage de la dette publique

Le 17 janvier 2020, [le Niger a levé avec succès un montant total équivalent à 200 M USD libellé en Euros \(179,5 M EUR\) auprès d'une banque internationale de premier plan](#). Ce prêt d'une maturité de 10 ans pour un taux d'environ 5%, bénéficie de conditions plus compétitives que celles accessibles sur le marché régional des titres publics, ou auprès de banques locales. Cette transaction s'inscrit dans le cadre d'une opération de reprofilage de la dette publique, permettant au pays de rembourser, via ce nouveau financement, un ensemble de bons et d'obligations du Trésor aux maturités courtes et aux taux d'intérêt élevés. Le Niger a pu bénéficier d'une assurance fournie par l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ATI-ACA). Pour rappel, l'agence de notation internationale Moody's a attribué au Niger la note de B3 avec une perspective stable en août 2019. Dans le cadre de la LFI 2020, le gouvernement évalue l'encours de sa dette publique à 330 Mds FCFA (503 M EUR), soit 54,2% du PIB, contre 374,5 Mds FCFA en 2019. Cette baisse de -11,9% est imputable à la non-reconduction de la garantie de la Banque mondiale et de la réserve BCEAO. Une nouvelle baisse de l'encours pourrait être prévue dans la LFR 2020 suite à cette opération.

Contrat pour la construction d'un marché à 30 M EUR remporté par Sogea-Satom

[La société française de BTP Sogea-Satom, filiale du groupe Vinci, a remporté un contrat de 19,9 Mds FCFA \(30 M EUR\) portant sur la construction du nouveau marché moderne de Tahoua](#). Le délai d'exécution est de 12 mois et comprend également l'aménagement des alentours du marché. Le Ministre des domaines, de

l'urbanisme et du logement du Niger qui a autorisé la conclusion de ce contrat s'est rendu sur le futur site de construction pour dialoguer avec les populations concernées, en particulier les commerçants qui ont été déplacés pour la durée de la construction. Sogea-Satom a déjà réalisé un nombre important de chantiers au Niger, notamment la Cité de l'Union Africaine livrée en juin dernier, à l'occasion du sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine qui s'est déroulée en juillet 2019 à Niamey.

Le groupement Vergnet partie prenante au marché pour la construction d'une centrale hybride solaire/diesel de 19 MW à Agadez

[Le gouvernement nigérien vient d'attribuer le contrat de construction d'une centrale hybride à un consortium composé de la société française Vergnet et de 2 sociétés indiennes.](#) Ce contrat d'un montant de 32 M EUR s'inscrit dans un projet cofinancé par l'AFD (prêt de 16 M EUR) et l'UE (don de 16 M EUR), qui a débuté en 2018. Le présent projet vise à créer une capacité de production d'énergie électrique supplémentaire afin de permettre le développement économique et social de la ville d'Agadez. Il prévoit plus spécifiquement la construction d'une centrale hybride (13 MW photovoltaïque et 6 MW thermique), la réhabilitation du réseau de distribution de la ville d'Agadez et de l'appui technique et institutionnel.

SENEGAL

Trésor public : 2 564,79 Mds FCFA recouverts en 2019

Au terme de l'année 2019, les recettes perçues par [la Direction générale de la comptabilité publique et du Trésor \(Dgcpt\)](#) ont été plus importantes que l'objectif de départ : elles s'élèvent à 2 564,79 Mds FCFA (3,91 Mds EUR) pour un objectif de 2 561,60 Mds FCFA (3,90 MEUR), soit +3,19 Mds FCFA (4,8 M EUR). Le Ministre des Finances et du Budget préconise le renforcement de l'appui aux collectivités territoriales dans la mobilisation de leurs ressources financières, l'exécution de leurs opérations de dépenses et la réalisation des objectifs de développement spécifique à leurs terroirs.

Plus de 10 Mds FCFA de l'Italie au Sénégal pour des projets agricoles, d'éducation et d'égalité des genres

[Le Sénégal et l'Italie ont signé le 30 janvier](#), trois accords de dons et une convention de prêt pour un montant de 15,5 MEUR, soit un peu plus de 10 Mds FCFA. Ces quatre accords sont relatifs aux projets dénommés « Programme agricole Italie-Sénégal 3 (Pais 3) », « Favoriser l'inclusion de la réussite à l'école (Faire l'école) », « Projet d'intensification éco-soutenable de l'agriculture des Niayes (Piesan) » et « Programme d'appui à la stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre (Pasneeg 2) ». Les domaines d'intervention embrassent (i) le développement rural, (ii) l'appui au secteur privé et au développement économique local et (iii) la protection sociale, le genre et l'éducation.

La nouvelle loi sur le plastique serait appliquée à partir du 20 avril prochain

[Selon le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable du Sénégal, le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en janvier dernier pour éradiquer le « péril plastique » au Sénégal](#) va entrer en vigueur à partir du 20 avril prochain et sera appliquée dans la « rigueur ». La nouvelle loi sur le plastique prévoit des dispositions coercitives, afin de réduire considérablement l'usage des sachets plastiques. Ainsi, elle prévoit des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans de détention, avec une amende de 100 M FCFA (environ 152 000 EUR).

Plan de travail et budget annuel 2020, Tiers-Sud Beydare mobilise plus de 5 Mds FCFA

[Le comité de pilotage du projet agricole Tiers-Sud Beydare](#), financé par l'Union européenne, a validé son Plan de travail et budget annuel 2020. Ils ont décidé d'injecter plus de 8,6 M EUR dans les régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda afin de booster la production et la productivité dans les filières banane, maïs, riz et lait, dans ces zones d'intervention du projet.

SIERRA LEONE

Julius Maada Bio en déplacement en Afrique du Sud pour évoquer le secteur minier

[En déplacement officiel en Afrique du Sud](#), le Président sierra-léonais Julius Maada Bio s'est entretenu avec un Conseiller du Président sud-africain, Jeffrey Thamsanqa Radebe, ainsi qu'avec les responsables de deux groupes d'investissements spécialistes du secteur minier (Genesis Energy Holding et Orion Resources Partners) et des experts techniques. Jeffrey Thamsanqa Radebe a fait part du projet du Gouvernement sud-africain d'organiser une délégation en Sierra Leone composée de 30 investisseurs potentiels dans le secteur de l'électricité et des mines. Ces rencontres ont eu lieu en marge de l'intervention de Julius Maada Bio en ouverture de l'événement Africa Mining Indaba, une manifestation mondiale sur les investissements miniers, qui se déroulait le 3 février 2020 dans la ville du Cap.

TOGO

Le groupe français VIPP Interstis annonce son installation prochaine au Togo

[Le groupe Français VIPP Interstis](#), spécialisé dans les prestations de service après-vente téléphonique, de démarchage et de téléventes téléphoniques, a annoncé le 30 janvier 2020, en présence de la Ministre des postes et de l'économie numérique et l'Ambassadeur de la France au Togo son installation prochaine à Lomé. L'ouverture d'un centre d'appel téléphonique à Lomé, dans le quartier d'Agoué, s'inscrit dans une stratégie d'expansion déployée par le groupe en Afrique subsaharienne, où VIPP Intestis possède déjà, au Bénin et au Cameroun, deux centres d'appel téléphonique employant un total de 3 000 agents. VIPP prévoit dans un premier temps de recruter 100 employés en 2020, puis 300 en 2021 et 500 en 2023. A terme, le centre de Lomé accueillera 1000 personnes.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque